

CHRONIQUE de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

www.chroniquedelasemaine.com

Révélation de Ouro

Djikpa Tchatikpi :

**Exil doré pour
Tikpi Atchadam
en Guinée** P.7

Guerre de succession au CAR

Qui pour succéder à Me Agboyibo ?

 P.3

Kolani, 1er Vice-Pdt



Nador 2ème Vice-Pdt



Kissi, SG



Pascal Agboyibo, Avocat à Paris

Quand l'épiscopat s'invite au débat national : P.5

Que retenir de son message ?

Braquage à proximité du
ministère de la Sécurité :

**Qui veut
défier
le Général
Yark et ses
éléments ?** P.3



Gal Yark Damehame, ministre de la
Sécurité et de la protection civile

**Un cadre juridique et
institutionnel pour la « Faim
Zéro à l'école » au Togo** P.7



Mme Victoire
Tomégah-Dogbé,
ministre du
développement
à la base

Soutien aux restaurants communautaires : La Chine offre des vivres et non-vivres à l'ANADEB

La République populaire de Chine au Togo a fait un don de vivres et non-vivres à l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb), pour soutenir le projet de restaurant communautaire initié par le Gouvernement, et exécuté par l'Anadeb depuis le 25 décembre 2019 au profit des personnes vulnérables du Grand-Lomé (préfectures d'Agoè-Nyivé et du Golfe).

Ce don composé de 10 tonnes de riz, 100 cartons de tomate en conserve, 100 cartons de spaghetti, 50 bidons d'huile de 25 litres et de 3 fours à micro-ondes, 3 fours électriques, 10 cuiseurs à riz et de 2 réfrigérateurs est évalué à 8.130.000 francs CFA.

Ce lot de produits et matériels a été remis par l'Ambassadeur de Chine au Togo, son Excellence CHAO WEIDONG, au cours d'une cérémonie qui s'est tenue le jeudi 18 juin 2020 au siège de l'Anadeb à Lomé, et présidée par le Directeur de cabinet du ministère du Développement

à la Base, de l'Artisanat et de la Jeunesse M. Yawotse Vovor.

En réceptionnant ce don, Mme Mazalo Katanga, directrice générale de l'Anadeb a indiqué que cet appui de l'Ambassade de la République populaire de Chine au Togo au profit des communautés vulnérables va permettre de servir plus de 2000 kits alimentaires dans le Grand-Lomé et dans les préfectures de Tchaoudjo et de Tône.

« Avec le contexte sanitaire actuel, cet appui vient surtout conforter les efforts du gouvernement et de ses partenaires en matière d'ap-



La Directrice de l'Anadeb, Mme Mazalo Katanga aux côtés de l'ambassadeur Weidong Chao (droite)

pui à la résilience alimentaire des populations les plus durablement affectées par la pandémie à coronavirus », a-t-elle ajouté.

L'ambassadeur Weidong Chao a pour sa part laissé entendre que, cet appui vient compléter les efforts du gouvernement togo-

lais dans l'amélioration des conditions de vie des populations urbaines, surtout les plus vulnérables. Il a expliqué que ce geste initié par l'Ambassade de Chine au Togo s'inscrit dans une série d'activités dans le secteur social et a pour objectif « d'aider la population vulnérable togo-

laise à traverser cette période de crise sanitaire que nous vivons depuis quelques mois sans beaucoup de difficulté ».

Il faut rappeler que les restaurants communautaires, financés principalement par le Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV), relèvent du Programme de développement communautaire en zones urbaines (PDC-ZU) exécuté par l'Anadeb dans le but d'amener les quartiers défavorisés des villes du Togo à se prendre en charge pour assurer leur épanouissement et contribuer au développement du Togo. Les résultats sur le terrain sont éloquentes et suscitent beaucoup d'engouement de la part des personnes vulnérables. Déjà après six mois de sa mise en œuvre, 25.832 repas chauds et 43.486 kits alimentaires de rations sèches composés de riz, de maïs, de gari, et d'huile ont été fournis à plus de 6.500 personnes vulnérables des zones ciblées.

Des veuves sans revenus, des personnes handicapées et des personnes âgées ou atteintes d'une maladie chronique, sont principalement visés par ce projet de restaurant communautaire qui a progressivement gagné du terrain à Lomé, en passant de 3 sites d'accueil à 13 deux mois après son démarrage.

Jaurès AKLA



SOCIÉTÉ TOGOLAISE DES EAUX S.A.
Siège Social : 02, Avenue de la Libération BP 1101 - Tél : (+228) 22 21 34 81 - (+228) 22 21 58 83 - Fax : (+228) 22 21 46 13 - Lomé - TOGO

COMMUNIQUÉ

Dans la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de la tranche sociale eau, en soutien aux ménages à faible revenu, décidée par le chef de l'Etat pour la riposte à la pandémie du Coronavirus, la consommation d'eau potable aux bornes fontaines et kiosques à eau est rendue gratuite pour tous les usagers, pendant l'état d'urgence sanitaire allant d'avril 2020 à juin 2020.

Il est constaté que, malgré les dispositions prises par la TdE pour traduire dans les faits la décision du gouvernement de rendre gratuite la prise d'eau aux bornes fontaines publiques pendant l'état d'urgence sanitaire, certains gérants, en complicité avec certains CDQ, se livrent clandestinement à la vente de l'eau potable à la population. La TdE rappelle à la population que, sur les instructions du chef de l'Etat, la prise de l'eau aux bonnes fontaines est gratuite sur toute l'étendue du territoire national pendant la période de l'état d'urgence sanitaire. Par conséquent la TdE invite instamment la population à ne pas payer l'eau aux bornes fontaines jusqu'à la fin juin 2020 et à dénoncer tout gérant contrevenant en composant les numéros verts gratuits suivants :

- Pour Lomé et ses environs : 91133333 / 91134444 / 92233333 / 92284444
- Pour les régions Maritime et des Plateaux : 91135555
- Pour les régions Centrale, de la Kara et des Savanes : 91136666

La TdE prévient que tout contrevenant s'expose aux sanctions disciplinaires et à la rigueur de la loi. La TdE en appelle à la vigilance de tous les citoyens et au respect scrupuleux des gestes barrières pour lutter contre la propagation de la pandémie au COVID-19.

« Ensemble, préservons l'eau, sources de vie »

COMMUNIQUE (Relatif à l'Assemblée générale élective)

Le Bureau Exécutif du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) informe les promoteurs, directeurs et responsables des médias membres de l'organisation, que l'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra le samedi 27 juin 2020 à partir de 09h à Agora Senghor conformément aux dispositions des articles 15 et 17 des statuts.

Cette assemblée générale qui verra le renouvellement du Bureau Exécutif, se déroulera selon l'ordre du jour suivant :

- 1- Cérémonie d'ouverture ;
- 2- Présentation du rapport moral ;
- 3- Présentation et adoption du rapport d'activités ;
- 4- Présentation et adoption du rapport financier ;
- 5- Election du Nouveau Bureau Exécutif ;
- 6- Divers

Le Bureau Exécutif tient à rassurer tous les membres que cette Assemblée générale se tiendra dans le respect strict des mesures barrières et de distanciation édictées par les autorités sanitaires dans le cadre de la lutte contre la COVID-19.

Fait à Lomé, le 12 juin 2020.
Le Secrétaire Général
Marc ABOFLAN

CHRONIQUE DE LA SEMAINE
chaque jeudi dans les kiosques

www.chroniquedelasemaine.com

CHRONIQUE
de la Semaine
Région de Lomé
63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest
Récépissé n°0338/05/03/08
15 BP : 82 Lomé - Togo
Tél: 90 10 20 72/91 96 95 85

Directeur de la
Publication par intérim

TCHAOU Dao Kossi
90 10 20 72

REDACTION

Carole AGHEY
A. KAPO
B. Talom.
D. Legrand

Imprimerie SDR
Tirage : 2000 ex.

Guerre de succession au CAR

Qui pour succéder à Me Agboyibo ?

Depuis le décès, le 30 août 2020 du chantre de la défense des droits de l'homme au Togo, Me Yawovi Agboyibo, le poste du président national du Comité d'Action pour le Renouveau qu'il occupait demeure vaquant. En attendant la tenue prochaine du congrès extraordinaire devant y pourvoir, une guerre de succession aurait commencé par ébranler le parti des déshérités. On peut déjà imaginer les têtes de série caracolent en tête, suivis des arrivistes au coude à coude et des fanfarons s'arracher les dernières place sous le regard amusé du prince héritier qui, depuis Paris, attend son heure. Mais de sources proches du CAR affirment qu'il n'en est nullement question et que le mécanisme de succession est déjà prévu par le Béliér de Kouvé. Le Roi est mort, vive le Roi !

A la mort de Me Yawovi Agboyibo, le CAR, l'un des partis les plus représentatifs du pays se trouve dans un état délirant. La tentative ratée d'une alternance au sommet de ce parti lui a asséné un coup dont il peine à se remettre. En effet, en 2008, voulant réaliser l'alternance au sommet de son parti, Me Agboyibo quitte la présidence du CAR et laisse la place à un de ses plus fidèles et proches collaborateurs, Me Dodji Apevon pour en devenir le président d'honneur.

Pour des raisons d'orientation politique, après un premier mandat à la tête du parti, Me Apévon a été éjecté. En réaction, ce dernier emporte avec lui, plus de la moitié des cadres du CAR pour créer un nouveau parti. « Nous ne lui laisse-

rons même pas la coquille vide ! », avait juré, au moment des faits, l'un des compagnons du dissident. Le retour du Béliér à la tête du parti en 2016 n'a consisté juste qu'à empêcher la descente aux enfers du CAR qui, depuis, peine à se relever. La situation est d'autant plus préoccupante que le dernier scrutin présidentiel n'a pas connu la participation de ce parti quoiqu'officiellement des raisons politiques évidentes aient été avancées pour camoufler une réalité qui crevait l'œil.

On se rappelle qu'à la veille, le président national qui pour des raisons évidentes ne se portait pas candidat avait envisagé des primaires au sein du parti pour en dégager. Mais il se serait heurté à l'opposition farouche d'un de ses plus proches collaborateurs à qui il aurait lui-même



Feu Me Yawovi Agboyibo

laissé croire qu'il était son dauphin et le futur candidat au scrutin présidentiel. A en croire des indiscrétions, cette volteface de Me Agboyibo dans le choix du représentant du CAR au scrutin présidentiel de 2020, n'était pas fortuit. Le Béliér de Kouvé a changé d'avis tout simplement parce qu'il a réalisé que le caractère du prétendu dauphin, très arrogant et trop suffisant ne saurait faire l'affaire. Ce qui a permis à d'autres responsables et non des moindres de rêver. Mais pas pour longtemps. Au cours d'une rencontre avec la presse, Me Agboyibo s'est prévalu des nombreuses irrégularités émaillant les préparatifs du scrutin pour annoncer le retrait du CAR du processus.

Depuis, tous les prétendants à la candidature qui

ont derrière eux une partie des militants, se regardent en chiens de faïences, convaincu chacun que son échec est dû aux velléités de l'autre. L'un d'entre eux se permet d'intervenir sur les médias non plus en qualité d'un responsable du CAR mais avec le titre d'ancien député et Conseiller municipal qu'il est. Plus que jamais, la division au sein du parti des déshérités est au comble. C'est dans cette ambiance de déliquescence qu'il a plu au Ciel de rappeler à lui, le président national.

Pour ce qui est de la succession, de l'avis des observateurs, le prétendu dauphin pouvait faire l'affaire s'il parvenait à s'affranchir de sa suffisance et son arrogance décriées par de nombreux militants du parti. Mais pour le simple fait qu'il avait eu mailles

à partir avec le président défunt et qu'il n'avait pas su faire la paix avec lui avant son rappel à Dieu, il a intérêt à s'éloigner du fauteuil présidentiel du CAR. Au cours du prochain congrès du parti, le choix peut se porter sur un des membres actuels de la direction du parti. Que ce soit, le prétendu dauphin ou un membre de la direction du parti, la tâche ne sera pas du tout aisée. Pour présider un parti aussi représentatif que le CAR, il faut avoir les reins solides. En d'autres termes il faut disposer d'une assise financière avérée susceptible de faire face efficacement aux différents besoins du parti comme le faisait l'illustre disparu.

La seule personne qui puisse s'acquitter de cette tâche, n'est autre que le prince héritier qui ne s'est jamais directement mêlé des affaires du parti du vivant de son père. A défaut de prendre personnellement les rênes du parti dans les prochains jours, il peut jouer également au faiseur de rois. Pour l'heure, la question demeure : qui pour succéder à Me Yawovi Agboyibo ?

D. Legrand

Braquage à proximité du ministère de la Sécurité :

Qui veut défier le Général Yark et ses éléments ?

Après quelques mois d'accalmie, les braquages sont de retour dans notre pays et plus précisément à Lomé. Alors que toutes les énergies sont focalisées vers la recherche des solutions idoines à la relance de l'économie nationale qui a subi de plein fouet les conséquences de la pandémie du Coronavirus qui continue de sévir dans notre pays et dans le monde, les braqueurs choisissent de refaire surface.

Le vendredi 19 juin 2020, alors que les Togolais vquaient librement à leurs occupations, des individus armés ont braqué en pleine journée, les locaux de de la

société Sud Com située sur la rue de l'Ocam à Lomé, à 100 mètres du ministère de la Sécurité et de la protection civile. Ces "hors la loi" auraient selon les informations, emporté plusieurs millions de F CFA et pris la fuite à moto, après leur forfait.

Si ce braquage était fait ailleurs, il ne ferait pas couler autant d'encre et de salive. Mais quand les braqueurs choisissent de faire un pied de nez au ministre en charge de la sécurité et à ses éléments en commettant leur sale boulot à quelques encablures du ministère de la sécurité sans être inquiétés, cela suscite des interrogations. Cela donne-t-il raison à ces mau-



Gal Yark Damehame, ministre de la Sécurité

vaises langues qui estiment qu'il aurait des éléments des forces de sécurité qui en savent quelque chose de ces braquages ?

Vu les grandes capacités dont le Général Yark Damehame a fait montre par le passé, le moment est donc venu de faire valoir ce qu'il a

dans sa gibecière pour fermer définitivement la bouche à ses détracteurs, en faisant arrêter ces braqueurs qui mettent leurs victimes dans des situations inconfortables. Avec la pandémie de la Covid-19, les activités économiques sont au ralenti, et quand le braquage s'invite dans cette situation, l'on imagine déjà le lourd tribut que cette société aura à payer. Vivement que les forces de sécurité arrivent à mettre la main sur ces bandits.

Jaurès AKLA

Un cadre juridique et institutionnel pour la « Faim Zéro à l'école » au Togo



Les députés ont adopté, le mardi 23 juin 2020 le projet de loi relatif à l'alimentation scolaire. C'est une avancée remarquable à mettre à l'actif du ministre Victoire Tomegah-Dogbé et les différentes agences de son ministère pour le travail qui se fait sur le programme des cantines scolaires.

C'est l'aboutissement d'un processus qui confirme le souhait du gouvernement de mieux encadrer ce mécanisme de protection sociale. Ce cadre juridique et institutionnel constitue une opportunité d'atteindre l'objectif « Faim Zéro à l'école »

une énorme occasion de promotion de la production locale.

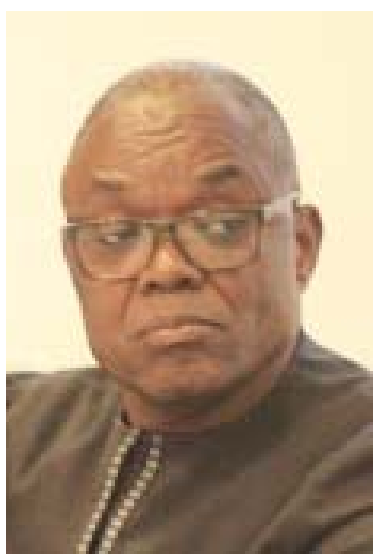
Les cantines scolaires ont offert, depuis 2008, près de 73 millions de repas chauds à plus de 97 500 élèves de 315 écoles. Mis en place depuis 2008 puis renforcée en 2014, l'adoption de cette loi ouvre la voie à la pérennisation puisque le Chef de l'Etat s'est engagé à tripler le nombre dans les prochaines années.

Près de 20 milliards FCFA ont été déboursés par la Banque Mondiale et l'Etat togolais.

La Rédaction

Le ministre Boukpepsi fait le point pour mobiliser les partenaires à accompagner le processus de décentralisation

Les conseillers municipaux vont bientôt boucler un an depuis leurs élections et leur prise de fonction. A ce jour, c'est « la navigation à vue » dans les 117 communes où les conseillers sont confrontés à la dure réalité de la gestion des affaires publiques mais aussi aux conflits de leadership politique. Face à ses difficultés, le ministre Payadowa Boukpepsi, ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales, remobilise les partenaires.



La rencontre entre le ministre les partenaires techniques et financiers du Togo à savoir, Union Européenne, PNUD, UNICEF, KfW, AFD, ProDeGoL et la BOAD, a eu lieu à Lomé, le mardi 23 juin 2020. L'objectif du ministère est de faire le point de la mise en œuvre du processus de décentralisation, un an après les élections locales notamment le renforcement de l'arsenal

juridique relatif à la décentralisation, la création d'un fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT), ou encore l'amélioration du cadre de travail des communes.

Les défis urgents auxquels sont confrontées les communes sont surtout l'élaboration des plans de développement communaux pour éviter que les communes « naviguent à vue ».

ADK

La BAD à la rescousse de l'économie du Togo

Le Togo va bénéficier d'un appui budgétaire de 27 millions \$ de la BAD pour la riposte à la Covid-19, a-t-on appris auprès de l'institution, le jeudi 18 juin 2020. Il s'agit d'une enveloppe de 27,44 millions \$ soit environ 16 milliards FCFA, pour aider le Togo à renforcer sa résilience économique et sanitaire face à la COVID-19. Ce fond est issu du cadre de la facilité de réponse COVID-19 (CRF) d'un montant maximum de 10 milliards de dollars mis en place par la BAD pour soutenir les pays membres à faire face à la pandémie

Les mesures de restriction et d'accompagnement à tous les niveaux, mises en place par le gouvernement, ont engendré d'énormes pertes de recettes. Selon Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances, « en liaison avec toutes les mesures fiscales



prises par le Gouvernement pour soutenir les entreprises, les ressources budgétaires devraient chuter de 578,4 milliards FCFA à 348,4 milliards ». Cet appui est une bouffée d'oxygène pour le gouvernement et devrait contribuer à combler le déficit budgétaire du Togo. On se rappelle que le Togo a lancé, en avril 2020, la mobilisation de 400 milliards FCFA en Fonds National de solida-

rité pour financer les mesures socio-économiques prises dans le cadre de la riposte contre le Covid-19 et de relance économique. Partenaires internationaux, secteur privé national et international et toutes les bonnes volontés sont invitées à y participer.

ADK

La poliomyélite, la fièvre jaune, ... de retour au Togo ?

Les interventions sanitaires de masse vont reprendre dès le mois de juillet 2020. C'est l'annonce faite par le ministre en charge de la Santé, Prof Moustafa Mijiyawa, le lundi 22 juin 2020, face au constat de la recrudescence des infections observée dans plusieurs régions telles que la poliomyélite, la fièvre jaune, le paludisme saisonnier, l'onchocercose et les maladies parasitaires. Il y a aussi la réticence des populations à se faire soigner dans les centres de santé pour cause de Covid-19. En effet, depuis l'apparition de la maladie à coronavirus, les interventions des centres de santé ont été focalisées sur la prise en charge des urgences liée au Covid-19. Un autre facteur qui explique



le retour de certaines maladies est la baisse de fréquentation de ces centres. « Nous avons constaté une baisse du taux de fréquentation, de consultation, d'hospitalisation en ce qui concerne les autres maladies », a déclaré le ministre, avant d'insister : « il y a une nécessité de faire un recadrage, en reprenant

les activités au profit des maladies dont nous avons l'habitude de lutte ». Les campagnes de vaccination annoncées, relance les activités de masse et de prévention.

La rédaction

CHRONIQUE
de la Semaine
Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

chaque jeudi dans les kiosques

www.chroniquedelasemaine.com

Quand l'épiscopat s'invite au débat national

Que retenir du message des Evêques du Togo ?

Le message des Evêques du Togo du 19 juin 2020 continue de défrayer la chronique et susciter des spéculations plus ou moins élogieuses par rapport aux sujets développés. Il porte essentiellement sur la double crise que traverse le Togo à savoir, le contentieux électoral suite au scrutin présidentiel de février 2020, et la pandémie du coronavirus qui a entraîné l'adoption d'une batterie de mesures par le gouvernement, l'insécurité etc. Au regard des réactions plus ou moins enflammées provoquées par cette sortie de l'épiscopat togolais, la question se pose de savoir la leçon à en tirer.

Au sujet de la crise liée à la pandémie du coronavirus les Evêques invitent le peuple de Dieu et tous les compatriotes à observer rigoureusement les mesures de prévention édictées par le gouvernement. Ce qu'elle n'a pas pu faire à l'endroit de Mgr Philippe Kossi Fanoko Kpzodro, l'archevêque émérite, qui avait publiquement contextualisé la présence du Covid-19 dans notre pays, juste pour nourrir ses ambitions politiques aux côtés d'Agbéyomé Kodjo. Dans le même temps, ils plaident en faveur de la réouverture progressive des lieux de culte dans le strict respect des dispositions préventives. Ils exhortent le Gouvernement et les autorités sanitaires à poursuivre leurs efforts pour une maîtrise rapide de la pandémie. Enfin, les Evêques invitent chacun à continuer de prier pour que Dieu nous délivre de ce fléau, tout en posant des gestes de solidarité surtout à l'égard des couches sociales les plus affectées.

Pour ce qui concerne la situation sociopolitique, les Evêques déplorent que le scrutin présidentiel du 22 février 2020 ait été marqué par de nombreuses irrégularités ayant plongé le Togo dans un mouvement prévisible de contestations dès la proclamation des résultats tout cela a toujours été le cas lors des précédents scrutins. « Sans une sérieuse réforme du cadre électoral en vue d'élections libres, transparentes, crédibles et paisibles, la démocratie ne peut pas réellement fleurir au Togo. De même, tant que la vie sociopolitique sera dominée par l'armée, que les pouvoirs législatif et judi-

ciaire ne seront pas réellement indépendants ; tant que la corruption et l'impunité continueront de prospérer sur la terre de nos aïeux, les tensions ne pourront pas réellement s'apaiser », rappelle le message. Il affirme par ailleurs que « tant que le mensonge sera utilisé en particulier dans les médias et sur les réseaux sociaux comme stratégie de déstabilisation des personnes et des institutions ; tant que la ruse sera employée comme moyen de conquête et de conservation de pouvoir ; enfin, tant que la violence ne sera pas condamnée et éradiquée, les auteurs et les commanditaires sanctionnés, les remous politiques seront inévitables dans notre Pays ». Vivement préoccupés par le climat d'insécurité, les Evêques expriment toutes leur inquiétude surtout par rapport aux assassinats de ces derniers mois : « Depuis ce père de famille froidement abattu dans la nuit du 22 au 23 avril 2020 à Adakpamé, à deux pas de sa maison, jusqu'au Lieutenant-Colonel, Commandant de la Brigade d'Intervention Rapide (BIR), lâchement assassiné dans son bureau dans la nuit du 3 au 4 mai 2020, en passant par ce jeune laveur de voitures tué en plein jour, le 21 mai 2020, dans une rue de notre capitale à Avédji par des forces de sécurité et de défense, pour ne citer que ces derniers cas en date », relève le message qui affirme que la sécurité n'est pas garantie au Togo.

Parlant de l'impunité, les Evêques indiquent que la situation est aggravée par le sentiment d'impunité dont bénéficient les auteurs de ces forfaits qui agissent parfois à visage découvert, et par des pressions psychologiques et morales parfois in-

fligées aux parents et aux proches des victimes, ainsi que par des tentatives de corruption pour leur faire accepter l'inacceptable.

Au comble de l'indignation, ils dénoncent et condamnent avec la plus grande fermeté cette façon cynique et opaque de procéder en jouant avec ce que l'homme a de plus sacré : la vie. Ils appellent à la cessation immédiate et sans délai de ces crimes. Pour fixer les Togolais, les Evêques demandent que les enquêtes diligentées aboutissent et que les auteurs et commanditaires soient arrêtés pour répondre de leurs actes. De tels crimes, affirment-ils, offensent gravement le Créateur et Maître de toute vie.

Il ressort de ce message fort documenté, la détermination de l'épiscopat to-

golais à prendre toute sa part dans le débat national et à y apporter la lumière dont les Togolais ont besoin pour apprécier à leur juste valeur, les enjeux de l'heure. Aussi, se sont-ils permis de passer en revue, les sujets liés à la gouvernance et la vie socio politique du pays avec des interpellations fermes mais courtoises des acteurs impliqués. Les Evêques, ont démontré qu'ils ne sauraient s'accommoder du manque de volonté conjugué des antagonistes de la crise politique que traverse le pays et cautionner l'hypothèque de la vie des peuples dans les calculs d'intérêts particuliers. Il faut également retenir que sans ambages, les Evêques ont réagi par rapport à certains sujets brûlants de l'heure sur lesquels le gouvernement ne s'est même

pas encore officiellement prononcé, entre autres, l'assassinat du Col Madjoulba. En termes clairs, ils ont fustigé, l'impunité, la ruse en politique pour nuire aux intérêts du pays, le mensonge et les entraves faites aux vertus cardinales devant inspirer la bonne gouvernance. Ce qui prouve que l'Eglise ne peut faire la politique de l'autruche en ignorant les épreuves que vivent les populations. Au contraire, elle entend les affronter en face, dans la vérité et donner sa contribution, en détruisant les barrières entre les hommes et en jetant plutôt des ponts.

La seule fausse note, c'est le silence coupable de la Conférence des Evêques du Togo sur les frasques de l'Archevêque Emérite de Lomé, Philippe Kossi Fanoko Kpodzro suite à son intrusion intempestive dans la vie politique. Sur la question, il aurait accordé un petit paragraphe pour apaiser les inquiétudes des uns et des autres. Il n'est pas trop tard pour mieux faire.

D. Legrand

Rapatriement des Togolais bloqués aux Etats Unis

Un vol attendu à Lomé le 5 juillet 2020

Fermé au trafic passager depuis le 20 mars pour cause de la pandémie à coronavirus, l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema va accueillir, dimanche 5 juillet 2020, un vol spécial de rapatriement à partir de Newark Liberty International, aux USA, à destination de Lomé, a-t-on appris par un communiqué parvenu à la rédaction de Chronique de la Semaine. Une initiative du gouvernement togolais en partenariat avec la Compagnie Ethiopian Airline.

Selon le communiqué, tous les togolais et les ressortissants d'autres pays résidant au Togo et bloqués aux USA par la crise



sanitaire de la Covid-19 peuvent contacter le bureau de Ethiopian Airline à New York, au plus tard le 2 juillet 2020 pour la réservation.

« Afin de permettre aux services de l'Ambassade de tenir une liste actualisée de personnes susceptibles de prendre le vol spécial du 5 juillet 2020, il est demandé à toute personne désireuse de prendre le vol, et qui ne l'a

pas fait, de se faire enregistrer à l'Ambassade », indique le communiqué.

Depuis quelques semaines, d'importants travaux de réhabilitation sont réalisés dans l'ancien terminal de pour mettre en place un centre moderne de tests de dépistage du Coronavirus.

La Rédaction



Les trop payé de l'IMF sont dorénavant remboursable sous déduction des autres impôts, droits et taxes directs éventuellement dûs par le contribuable.



Office Togolais des Recettes - OTR

Togocel LEGEND⁺

PETIT MAIS COSTAUD

À **8000** ^{FCFA} seulement

+800 FCFA de crédit de communication gratuite

Double SIM

Radio FM,
MP3 MP4

Slot microSD
jusqu'à 8Go

800 F CFA de communication offerte sur une SIM Togocel avec un téléphone Legend+ : 600 F CFA vers le réseau Togocel et 200 F CFA vers tous les réseaux (valable 1 jour). Pack et téléphone en vente en agence Togocom dans la limite des stocks disponibles.

Révélation de Ouro Djikpa Tchatikpi Exil doré pour Tikpi Atchadam en Guinée

Dans une conversation téléphonique qui s'est retrouvée sur les réseaux sociaux ces dernières heures, Ouro Djikpa Tchatikpi, ancien bras droit de Tikpi Atchadam, Président du Parti National Panafricain (PNP), fait de troublantes révélations sur le leader du PNP, porté disparu depuis les violences qui se sont enchaînées depuis le 19 Août 2019.

Selon lui un contrat a été signé, en Guinée entre Atchadam et le pouvoir pour permettre à Faure de briguer un nouveau mandat sans problème. Selon les révélations téléphoniques de celui qui a été exclu du PNP à la veille de la présidentielle du 22 février 2020, ce contrat offrait à Atchadam un boulot en Guinée et à son mentor spirituel l'Imam Assan Mola de Sokodé, un salaire mensuel.

«Le Président guinéen Alpha Condé a dit à Atchadam qu'il était trop pressé pour avoir le pouvoir. Il lui faut une expérience. Ainsi, il a été rattaché à une filière internationale de



Ouro Djikpa Tchatikpi

Bolloré où il travaille actuellement.» précise dans ses révélations, Ouro Djikpa Tchatikpi qui a saisi cette occasion pour défier son ancien allié, le Président du PNP en ces termes : « Si Atchadam est garçon, s'il sait qu'il n'est pas corrompu, qu'il sorte et qu'il démente ce que je viens de déclarer».

Selon lui Atchadam a enfoncé Fabre et les autres puis il a abandonné la barque au beau milieu de la mer. «Cette sortie a été également l'occasion pour Ouro Djikpa Tchatikpi de revenir sur sa li-

bération de la prison grâce à l'intervention de l'Allemagne, son départ du PNP et surtout d'annoncer la création prochaine de son parti politique. « J'ai été évincé du PNP parce que Atchadam commençait par sentir que les militants sont fatigués de sa fuite.» Estimant que les militants du PNP lui font plus confiance, Ouro Djikpa de dit convaincu que ceux qui sont du PNP dans la diaspora le soutiennent également.

Togoreveil

COMMUNIQUE

La conférence internationale sur les entreprises sociales et la responsabilité sociale des entreprises (CIESRES-TOGO) s'organise les 29 et 30 juin 2020 en ligne. Au cours de cette rencontre qui sera à sa 3e édition, **Madame Victoire S. Tomegah Dogbé**, ministre du développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse animera une table ronde sur la plateforme de l'Agence française de développement (AFD/MOUVES). Ce rendez-vous verra la présence d'experts du secteur économique et de plusieurs participants (Chefs d'entreprises, décideurs publics, partenaires aux développements, médias et acteurs de l'économie sociale et solidaire). Une interaction par visioconférence depuis la France, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Corée du sud, l'Égypte, les États-Unis, Maroc, la Suisse et le Togo. Entre autres animateurs, **Wilfrid Lauriano do Rego**, coordonnateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique, créé par Emmanuel Macron. Une structure chargée de revitaliser les relations entre la France et le continent, **Jean-Michel Severino**, président du conseil d'administration d'Ecobank International (EBI).

Thème du panel : L'après COVID en Afrique /La stratégie gagnante de la transition inclusive, sociale et écologique

Victoire S. Tomegah Dogbé abordera les succès enregistrés par le Togo en matière d'entrepreneuriat social. Elle précisera quels sont les leviers de l'Etat pour ouvrir les politiques d'avenir aux entreprises à impact au Togo et en Afrique.

La 3^{ème} conférence est organisée en collaboration avec l'Ambassade des USA au Togo, le Groupe Ecobank ETI et le Gouvernement Togolais.

Webinar à suivre en direct le 29 juin 2020 à 15 heures (GMT) sur le <http://www.socialbusinessconference.org>

Fait à Lomé le 22 juin 2020

La Coalition nationale pour l'emploi des jeunes (CNEJ)

La Direction des affaires maritimes a célébré la Journée des Gens de Mer



Le 25 juin est célébrée dans le monde entier, la Journée des Gens de Mer. Pour marquer l'événement au Togo la Direction des Affaires Maritimes organise une mise en terre des plants à la plage devant l'Hôtel Sarakawa et une remise de matériel de protection Covid-19 aux marins.

Initiée par l'Organisation Maritime Internationale l'OMI pour réfléchir aux conditions de travail et de vie des marins et de leurs familles, la campagne 2020 de cette célébration invite à rendre hommage aux gens de mer, en reconnaissant leurs sacrifices et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Décrétée par l'Organisation Maritime Internationale (OMI), afin d'exprimer le respect et la gratitude envers les professionnels du secteur maritime dans le monde. Cette année marque le 10^{ème} anniversaire de cette Journée. Une célébration particulière en raison de la pandémie avec un

hommage particulier en reconnaissance de leurs sacrifices et des enjeux auxquels ils ont été confrontés en réponse à la pandémie du COVID-19.

Le rôle essentiel des Gens de la Mer est unanimement reconnu dans l'approvisionnement en biens vitaux tels que la nourriture, les médicaments et les fournitures médicales. Cette année particulièrement, ils sont en permanence sur le front de la lutte mondiale contre la pandémie et ont dû gérer des difficultés supplémentaires liées aux incertitudes et les mesures barrière concernant l'accès aux ports, le réapprovisionnement, les changements d'équipage ou encore le rapatriement.

Une 10^e édition qui malgré sa sobriété n'enlève en rien la grande reconnaissance due à ce corps de métier assez spécial.

Togoreveil

COMMUNIQUÉ DU CAR

Le journal d'investigation Alternative dans sa parution N° 877 du 9 Juin 2020 a révélé au grand public togolais les malversations financières orchestrées par M. Fabrice ADJAKLY, chargé par le gouvernement de passer chaque trimestre des appels d'offre en vue de procurer à notre pays, des produits pétroliers.

Il ressort des investigations du bihebdomadaire que l'ancien coordinateur du Comité de Suivi des Fluctuations des Prix des Produits Pétroliers (CSFPPP) a, dans l'exercice de ses fonctions, procédé au détournement de fonds à hauteur de 500 milliards de frs CFA.

Ce énième scandale financier vient s'ajouter à la longue liste des pratiques qui minent tous les secteurs économiques de notre pays et qui sapent dangereusement le vécu quotidien des togolais.

Cette pratique scandaleuse engendre malheureusement de lourdes conséquences sur les populations déjà meurtries, car les prix à la pompe ne dépendent plus des fluctuations des prix du marché international, mais du bon vouloir de la société Terim Consult SARLU (TCS) chargée de passer la commande de pétrole au nom du

Togo, la société VITOL le fournisseur et le CSFPPP, liées par un accord. Les trois structures comparses, qui sont de fait, juges et parties, fixent à la fois, le prix d'achat du carburant livré en gros et le prix de vente à la pompe. Le CAR considère que ces pratiques à répétition dans notre pays, sont la conséquence directe de la mauvaise gouvernance dont le régime a toujours fait preuve dans le but de conserver le pouvoir.

Le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) s'en indigne et interpelle le gouvernement pour une fois, à faire jaillir très rapidement la lumière afin d'éclairer les togolais sur ce qui s'est réellement passé et que les auteurs répondent de leurs actes.

Fait à Lomé, le 23 juin 2020
Pour le CAR, le Deuxième Vice-président,
NADOR K. Awuku

SAFER



**Chers usagers de la route,
merci de prévoir exactement
le montant équivalent à votre
redevance afin de réduire
le temps d'arrêt au péage**

Ceci est un message de la **SAFER**

© Média btp

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier SAFER

- 📍 *Route Nationale N°1 (Agoè Cacaveli)*
- 📠 *Lomé-Togo BP: 8646*
- ☎ *Tél: (+228) 22 51 88 55*